

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 596 30 DECEMBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

LE 31 DECEMBRE EST LA FETE DE CATHERINE LABOURE :
En 1830, cette humble religieuse reçut des apparitions de la Sainte Vierge qui demanda de frapper une médaille. Cela eut lieu à la Chapelle Miraculeuse, rue du Bac à Paris, devenu un lieu de pèlerinage fréquenté chaque année par des millions de personnes. La sainte continua dans l'humilité sa vie de religieuse.

EDITO

TGV ET MENSONGES

La presse officielle ne cesse de chanter les louanges du plan de relance qui comporte 26 milliards d'investissements dont la part la plus importante est consacrée aux TGV. Mais les

courtisans se prennent les pieds dans le tapis. Monsieur François Fillon aurait déclaré : « quatre lignes de TGV devaient être réalisées en 10 ans. Elles le seront en deux ans ».

C'est évidemment du plus grand comique. Le ministre des transports a tout de suite tempéré : « le plan de relance ne fera gagner que quelques mois sur les projets en cours ». Un cadre de Réseau Ferré de France (RFF) a dit : « il ne suffit pas de claquer les doigts. Il y a des procédures à respecter » ;

Le projet le plus avancé est celui de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique qui va ruiner « à grande vitesse » les habitants des régions concernées. Elle mettra Bordeaux à 2 h 10 de Paris en 2016. De son côté la télévision montre des images merveilleuses où l'on voit des entreprises qui ont du travail et embauchent, des restaurants le long de la future voie qui se remplissent et des communes qui s'enrichissent par des taxes professionnelles. Le bonheur le long de la voie !

C'est le moment de se référer à Frédéric Bastiat qui disait que ce que l'on voit est toujours inférieur à ce que l'on ne voit pas. On ne voit pas en effet les innombrables usines qui délocalisent à cause des impôts et des déficits publics générés par les folles dépenses étatiques.

D'une façon curieuse les écolos ne partent pas en guerre contre les centaines de ponts qu'il faudra faire, les expropriations, et les dégâts irrémédiables à la nature et aux paysages.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LUTTES TRIBALES A PARIS

Le 15e arrondissement de Paris était jusqu'ici plus au moins tranquille. Mais malheureusement la diffusion générale des logements sociaux commence à y amener le désordre. C'est ainsi que des luttes tribales viennent d'avoir lieu dans cet arrondissement et un jeune Malien de 21 ans a été tué dans ces combats. Non seulement les Africains nous transfèrent leur misère mais également leur luttes que l'on diffuse dans tout le territoire.

LA HALDE

Cette organisation continue à tisser sa toile sur l'ensemble du territoire.

Une nouveauté vient d'intervenir : elle a signé avec le président du tribunal de grande instance de Versailles, lui-même membre du collège de cette administration, une convention entérinant l'installation, dès le mois de janvier 2009 de deux correspondants locaux de la

Haute Autorité dans le département des Yvelines. L'on ne comprend pas d'ailleurs en quoi un président de tribunal de grande instance peut signer un contrat de ce type.

Il y aura donc, dès janvier 2009, deux correspondants locaux bénévoles (au départ) de la HALDE dans certaines maisons de justice et du droit du département des Yvelines. Ils auront en fait pour mission d'exciter les gens à déposer des dossiers de prétendues discriminations.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

TRES ABONDANT COURRIER SUR LA MONARCHIE

Il est certain que la monarchie nous conviendrait mieux que cette pitrerie de présidence par un incapable : au moins les monarques étaient ils formés pour gouverner , pas nos présidents....n'importe qui peut finalement se présenter à la présidentielle , il suffit d'être boni-MENTEUR

Christian Pène

ET AUSSI

Commentaire

On m'a transmis "Du bon usage de la monarchie". Bravo ! Mais il y a beaucoup à dire en la matière, en particulier sur les monarques actuels. Le Grand-Duc de Luxembourg a fait comme son cousin Jean-Charles Ier d'Espagne: supprimer "par la grâce de Dieu" dans sa titulature. Ces deux Bourbons sont laïcisants et le roi est FM. Il ne faut donc pas les plaindre. Trois souverains sont "par la grâce de Dieu", ceux du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de Monaco.

Et Albert II qui règne sur un Etat de mauvaise réputation a affirmé qu'il régnait sur un Etat catholique. Miracle cependant du côté de Madrid où la reine a dit de fortes choses, ce qui fut suivi d'un démenti à ce qu'il paraît.

La reine du Royaume-Uni est à la tête de deux Eglises différentes, de part et d'autre de la Tamise De quoi rendre schizophrène si on est tracassé par les problèmes religieux.

Il est indispensable que les royalistes, quelque soit leur roi de droit, établissent une charte de base commune pour un Etat rendu à NSJC, fondé sur le droit naturel et le droit chrétien. Il faut faire de ce côté là un travail positif et intellectuel. Je l'ai dit à plusieurs.

Hervé Pinoteau.

ET ENCORE

Cher monsieur,

Je suis entièrement de votre avis.

Parler de Monarchie aux crétins incultes sortis de l'école et des médias républicains, c'est parler de lumière à des aveugles.

Mais, bien sûr, rien n'empêche d'essayer, et on ne peut que vous en remercier.

Les ressorts de la monarchie sont d'un ordre qui ne dépend pas de la rationalité du français moyen crétinisé.

Sincères félicitations et tous mes voeux pour Noël et la nouvelle année.

Patrick Steadman

ET ENFIN

Bonjour,

Dans un monde aussi complexe que le nôtre est-il raisonnable de penser qu'un souverain serait capable de prendre de meilleures décisions que nos présidents et ministres actuels ? Sûrement si c'était un être doté d'un jugement exceptionnel, s'appuyant sur des données aussi nombreuses que non équivoques. Mais combien en existe-t-il de cette sorte ? Après les grands rois suivent souvent toute une série de dégénérés.

Le suffrage universel n'est sans doute pas meilleur que la généalogie pour faire émerger de bons numéros mais il a l'avantage d'être changeant selon l'humeur d'un peuple versatile.

L'immense problème de notre temps vient de ce que l'on vit dans l'illusion que l'on peut réconcilier des irréconciliables en adoptant des positions plus ou moins grises. On navigue donc en permanence de Charybde en scylla. Nos dirigeants feraient bien de s'inspirer de la déclaration de 1860 du président Abraham Lincoln :

Vous ne pouvez pas créer la prospérité en décourageant l'épargne ; donner la force au faible en affaiblissant le fort ; aider le salarié en anéantissant l'employeur ; favoriser la fraternité et encourager la lutte des classes ...

Cordialement

Douplitzky

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 29 DECEMBRE 2008

LOGEMENT SOCIAL

Donc, Mme Christine Boutin vient de faire la même erreur qu'on fait les gouvernements américains successifs pendant des années et qui est à l'origine de la crise des subprime aux Etats-Unis, avec par ricochet une crise mondiale la plus phénoménale depuis longtemps. Elle veut permettre d'être propriétaires de leur logement à des personnes qui ne devraient pas avoir cette possibilité. La presse la crédite de bonnes intentions ; ce n'est pas notre avis : elle est animée de mauvaises intentions, sa seule excuse étant son ignorance, car elle ne sait pas que ces intentions sont mauvaises.

Elle avait lancé le 21 février dernier la construction de maisons à 15 € par jour. Elles succédaient à la maison à 100 000 € de son prédécesseur Jean-Louis Borloo qui avait échoué dans le projet. Le 22 décembre 2008, elle a remis symboliquement les clés de leur logement à deux ménages ; le prix de construction des logements fut de 158 000 à 181 000 € terrains compris. Les « heureux » bénéficiaires contractent pour arriver à leur fin des emprunts sur 45 ans. Bien entendu, il y a une panoplie d'aides publiques sous des formes diverses dont une TVA à 5,5% et des prêts à taux zéro. Il est à craindre, selon les expériences antérieures, que les maisons ainsi livrées ne soient pas de grande qualité et l'on peut se demander si elles tiendront au moins pendant la durée des prêts. Que se passera-t-il, d'ailleurs, si les bénéficiaires veulent revendre leur maison ?

C'est l'occasion d'évoquer l'état déplorable de l'industrie du logement en France et la véritable catastrophe que représente le logement social et cela permet de comprendre comment on est arrivé au drame des maisons à 15 euros par jour.

Au point de départ, se trouve la destruction de l'industrie du logement en France engagée par les pouvoirs publics dirigistes depuis des décennies. Il en résulte un nombre immense de blocages qui empêchent les gens de construire là où ils veulent, comme ils veulent et au prix

qu'ils veulent. La construction pour se loger s'apparente à un vrai parcours du combattant. Les promoteurs énoncent couramment que le dossier étatique coûte 20 % du prix de la construction ; les riches s'en arrangent. Celui qui n'a que trente mètres carrés pour se loger en perd six, ce qui est dramatique.

Le zonage de la France doit être souligné. Le territoire est découpé en de multiples zones souvent enchevêtrées où pour construire le moindre bâtiment il faut s'agenouiller devant des fonctionnaires multiples, arrogants et incompétents, avec la corruption éventuelle en prime.

Les propriétaires bailleurs sont entravés par de multiples liens et en particulier par le manque de liberté des loyers et l'impossibilité de chasser les mauvais locataires. Le pouvoir actuel s'est signalé par un nouveau blocage des loyers qui est une sorte de reconstitution de la désastreuse loi de 1948 dont pourtant l'on se débarrassait peu à peu.

Les impôts multiples sur les logements, y compris l'ISF annulent tout rapport locatif et font fuir les investisseurs.

Il en découle une vraie pluie de lois diverses prétendant précisément corriger la calamité créée artificiellement. Les crypto-socialistes de tous partis s'apercevant de la crise imaginent des parades sous forme de lois de circonstances supposant relancer le logement.

Il est impossible d'énoncer tous ces dispositifs. De mémoire, il y a la loi Malraux, la loi Périssol, la loi Pons, la loi Méhaignerie, la loi Robien et la loi Borloo que l'on qualifie de « Borloo social », mais la liste n'est pas exhaustive. Les journaux financiers ont évoqué un « match Robien-Borloo ». Ils conseillaient les malheureux épargnants sur la meilleure formule qui ne peut surgir qu'après des calculs ésotériques. Notons que les calculs, quand ils sont possibles, montrent que l'épargnant ne bénéficie guère de la niche fiscale offerte par ces lois ; l'essentiel de l'avantage est capté par les intermédiaires.

Il faut aussi compter avec les innombrables droits de préemption et d'expropriation.

La conséquence est une crise endémique des logements. Et, comme de juste, la catastrophe frappe davantage les plus pauvres et les faibles ; la conséquence est une autre immense calamité, à savoir le logement social et, par son existence même, ce logement social contribue à l'accentuation de crise du logement. En effet, il donne aux gens l'idée absolument folle que pour se loger il ne faut pas compter sur ses propres efforts mais compter uniquement sur les pouvoirs publics ; le tam-tam répand cette même idée jusqu'au fond de l'Afrique et, comme pour tous les problèmes qui assaillent la société française, il se produit des migrations abusives et insupportables : c'est un chef socialiste qui a dit que la France ne pouvait accueillir toute la misère du monde.

Le logement social généralisé se traduit par de mauvais logements, souvent délabrés et mal entretenus et par des files d'attente qui évidemment ne peuvent que s'augmenter.

À la première calamité qui est le logement social s'ajoute une deuxième calamité, à savoir la recherche d'une prétendue et chimérique mixité.

Et nous voici avec la désastreuse loi Gayssot (une de plus) visant à obliger les communes qui n'ont pas assez de HLM à en bâtir, l'objectif étant d'atteindre dans toute la France le seuil de 20% de logements dits sociaux. Si les maires n'obtempèrent pas les communes sont taxées. Remarquons que même les maires dont la population accepterait d'être taxée finissent par capituler : des pressions s'exercent ainsi que des chantages divers, comme le chantage à l'investissement, à la subvention ou tout simplement à la légion d'honneur. Maintenant, certains parlent même de sanctions pénales contre les récalcitrants !

Les HLM deviennent ainsi l'un des véhicules de la pauvreté ; conçues apparemment pour résoudre l'un des aspects de cette pauvreté, c'est-à-dire l'absence de logements pour tous, elles multiplient en fait cette pauvreté : plus il y aura de HLM, plus il en faudra.

Comme l'on sait la dernière innovation est cette véritable horreur juridique qu'est le droit opposable au logement instauré sous le nom de loi « Dalo », nouveauté socialisante de l'année 2007 en application depuis le 1er janvier 2008.

Quand une personne se trouvant sur le territoire français n'est pas logée ou logée d'une façon qui ne la satisfait pas, elle a le droit de se retourner contre l'État à l'aide d'une instance juridique pour exiger un logement qui lui convienne. Bien sûr, cette innovation est liée aux logements sociaux dont l'État prétend avoir la charge. C'est, en quelque sorte, une obligation juridique pour l'Etat de faire du socialisme.

La simple création de ce droit crée à l'intérieur de la France des besoins nouveaux et artificiels, car, finalement, beaucoup de personnes peuvent se prétendre mal logées. Qui peut juger valablement de la convenance ou non convenance d'un logement pour quelqu'un ?

Les tribunaux ont déjà commencé à être submergés de multiples demandes. Dès le premier jour de l'année 2008, des associations, qui sont subventionnées c'est-à-dire dont la vie et la richesse repose aussi sur un pillage, se sont mises en route pour préparer les dossiers et plus de 300 personnes se trouvaient devant la préfecture de Paris pour retirer leurs dossiers de demandes de logements. En province, nous ne connaissons pas les chiffres, l'incendie mettant du temps à se propager.

La chaîne des événements destructeurs concernant le logement telle qu'elle ainsi rappelée joue un grand rôle dans la paupérisation du peuple français.

Qua ferait un pouvoir « libérateur » dans ce domaine?

Il s'empresserait de supprimer un grand nombre des lois qui empêchent les gens de construire librement et certaines de ces lois sont parfaitement connues des praticiens. La richesse qui résulterait de cette suppression et la liberté d'agir retrouvée permettraient à chacun de se loger et y compris les plus faibles.

Les villes et les villages de France ont été bâtis pendant des siècles avec les techniques des époques successives sans intervention de l'Etat et ont logé riches et pauvres, la mixité

sociale se réalisant sans mesures particulières. Beaucoup de ces villes et villages font aujourd'hui l'admiration des visiteurs !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

PRINCESSE BIBESCO (Dans un livre sur Charles Lindbergh)

« Les routes océanes, l'aviation universelle organiser l'air, seul agent possible d'un désarmement futur, quand ce tribunal sans police, la Société des Nations, possèdera enfin une gendarmerie céleste, recrutée parmi l'ensemble des nations civilisées ».

NDRL : Cette citation montre une fois de plus la difficulté de prévoir l'avenir

HONORE DE BALZAC 1841

« Quel immense talent on produit les Ecoles depuis 1790 ? L'homme de génie se révélera toujours en dehors des écoles spéciales... Riquet, Perronnet, Léonard de Vinci, Palladio, Brunelleschi, Michel Ange, Bramante, Vauban tiennent leur génie de causes inobservées et préparatoires, auxquelles nous donnons le nom de hasard, le grand mot des sots.

Jamais, avec ou sans Ecoles, ces ouvriers sublimes ne manquent à leurs siècles.

... Mais on ne pose pas une pierre en France, sans que dix paperassiers parisiens n'aient fait de sots et inutiles rapports. »

NDRL : Déjà !

REVUE DE PRESSE

LA CHRISTIANOPHOBIE

La christianophobie malheureusement se répand de plus en plus. Elle atteint son summum chez les musulmans. Sur le blog d'Yves Daoudal on peut lire : « une peine de six mois de prison avec sursis a été requise par le parquet de Mulhouse contre une algérienne qui avait brûlé la main de sa fille avec un couteau chauffé à blanc pour l'empêcher de se marier avec un français chrétien » .

FILLON ET MOUBARAK

Monsieur François Fillon est allé passer ses vacances de nouvel an en Égypte. Soit.

À cette occasion, il a rendu visite au président Moubarak pour parler de divers grands marchés éventuels.

Pas un mot n'a été dit soit lors de la conversation, soit dans les médias sur le massacre des coptes que tolère ou favorise le même Moubarak.

ROTTERDAM

Ahmed Aboutaleb est le futur maire de la deuxième grande ville néerlandaise, Rotterdam. C'est le fils d'un imam originaire du Maroc. Rotterdam compte 595 000 habitants et c'est le port le plus à Portland Europe.

C'est dans cette même ville que le cinéaste Théo Van Gogh fut abattu puis égorgé en pleine rue le 2 novembre 2004 par un musulman.

Le nouveau maire a la double nationalité ce qui ne semble pas gêner les néerlandais.

L'ATTENTAT DU PRINTEMPS

La tentative de meurtre au Printemps conduit à toutes les hypothèses.

Un journal en profite pour tirer sur l'extrême droite. En effet, la police a mis en cause un homme qu'elle présente comme proche de l'extrême droite. Le journal devrait s'étonner et se scandaliser, car elle n'aurait rien dit si le personnage avait été proche du P.S. L'homme a été mis hors de cause.

Le journal alors en profite pour titrer sur un gros mensonge : Printemps, la piste d'extrême droite

BREVES ET LONGUES

LE REFROIDISSEMENT CLIMATIQUE

Ce qui se produit est, peut-être, le début d'un refroidissement climatique prévu par beaucoup de climatologues échappant à la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.). Les chutes de neige en France ne se sont pas produites de cette façon depuis trente ans.

De même au Nord des USA les rafales de neige sont d'une force rare.

A Las Vegas, il y a 10 cm de neige ce qui, aussi, ne s'était pas vu depuis trente ans ! De leur côté les banquises de l'Arctique se reconstituent et personne n'en parle.

LES RELIQUES DE SAINTE THERESE DANS L'ESPACE

Des carmélites américaines ont confié à l'astronaute Ron Garan une relique de Sainte Thérèse pour être emportée dans la navette Discovery. Du 31 mai au 14 juin 2008, la relique ainsi parcourt 9 177 030 Km à la vitesse de 27 291 Kmh autour de la terre. Pendant ce temps, les carmélites priaient la Sainte de faire pleuvoir des roses sur le globe comme elle l'avait promis.

A LA GLOIRE DU CO2

Chacun sait que le Figaro est le journal officiel de la Sarkozy en majesté et de la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.). Or il a consacré un long article l'avant-veille de Noël à la gloire du gaz carbonique dont il a dit que les applications industrielles vont fortement croître dans les années à venir. En fait il sert énormément à la fois en chimie et en pharmacie. Il pourrait également être très utile pour produire des carburants.

La conclusion évidente est qu'au lieu de lutter contre les émissions de gaz carbonique il vaudrait bien mieux investir des sous dans la recherche de la récupération de ce merveilleux gaz. Malheureusement c'est tout le contraire de ce que l'on fait, ceci, sous la dictature des écolos.

Le même Figaro, ne se rendant pas compte de la contradiction, consacre le même jour une page entière à la cause mensongèrement écologique.

Voici quelques-unes des sottises relevées dans cette page.

Elle s'intitule « la page verte » et elle propose des cadeaux allégés en CO2, c'est-à-dire censés ne pas trop alourdir la facture écologique de la planète.

Ce sont des cadeaux durables.

Il y a un sac solidaire fabriqué artisanalement en roseau par des femmes expertes en tissage et salariées d'une entreprise citoyenne. Il est encore plus solidaire puisque vendu par l'Unicef.

Sans produits issus de la pétrochimie, sans parfums de synthèse, sans colorants, sans phtalates un parfum est présenté comme fragment de la nature : il n'est pas indiqué si ce parfum a une odeur quelconque ou n'en n'a pas.

Un dessous de plat est fabriqué en bouleau, nourri à l'huile d'olive et vient du Jura. Bref, il est vraiment eco friendly.

Une radio est fabriquée par des artisans à partir de bois cultivés dans le respect de l'environnement. Le transport s'effectue par bateau et même le packaging est pensé pour pouvoir être réutilisé : c'est une radio eco responsable.

Les lecteurs qui pourront dire très exactement après un comptage précis le nombre de sottises distinctes contenues dans ce texte auront droit au titre envié de « Chevalier de l'ordre national de lutte contre le crétinisme durable » !

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

QUESTIONS SUR UN MANIFESTE

La veille de Noël a été marquée dans la presse par la large publication d'un manifeste, signé par une vingtaine de personnalités, sur le sens donné à l'économie « en ce jour de fête chrétienne ». Ce manifeste s'intitule « Noël dans la crise : un rendez-vous pour l'espérance ». Il se présente clairement comme donnant un point de vue chrétien, sinon « le » point de vue chrétien, sur l'économie. Tout en respectant ce point de vue et ses auteurs, qui font référence à « la pensée sociale chrétienne », on peut légitimement se poser quelques questions. Bien entendu, on appréciera que des chrétiens prennent publiquement position et fassent référence à la pensée sociale chrétienne, même si le terme de « doctrine sociale de l'Eglise », souvent utilisé par Jean-Paul II, semble leur faire peur. Bien entendu aussi, il y a dans ce texte des vérités incontournables pour un chrétien, comme le fait que « l'économie est au service de l'homme et non l'inverse » ou le rappel des « références éthiques essentielles pour affronter la crise ».

- Ce texte a reçu un très bon accueil dans la presse, du Monde au Figaro, des grands quotidiens régionaux à la Croix. On s'en félicite, au moment où il est parfois difficile pour des chrétiens engagés de se faire publier, ne fut-ce que par un quotidien. On sera moins enthousiaste de voir l'Humanité publier ce texte, qui est donc acceptable pour le quotidien officiel du parti communiste français !
- La liste des premiers signataires est tout à fait honorable. On remarquera seulement qu'il y a fort peu de chefs d'entreprises, pourtant, semble-t-il, sollicités, mais beaucoup de hauts fonctionnaires et d'hommes de l'Etat ou des organismes publics internationaux, en général engagés à gauche, ainsi que des membres éminents du parti socialiste (Michel Rocard et Jacques Delors). Alain Juppé semble un peu isolé dans cette liste, par ailleurs très proche des organisateurs des Semaines sociales de France.
- Deux priorités sont affirmées : celle de l'homme sur l'économie (« L'économie est au service de l'homme et non l'inverse »), ce qui va de soi, et « celle des pauvres sur les privilégiés - l'équité condamne une trop grande inégalité entre les revenus ». Sur ce second point, le mot privilégiés est très ambigu : on peut être riche sans être privilégié, mais par ses propres efforts, et parce qu'on a développé ses talents. Est-ce en soi un privilège ? Quant à l'équité, elle est définie dans le Compendium de la doctrine sociale (document du magistère non cité par ce manifeste) au § 303 comme devant « permettre à tous d'avoir à sa disposition ce qui sert au développement et au perfectionnement de la personne » : l'équité implique donc la lutte contre la pauvreté, et non pas la suppression des écarts de revenus, s'ils proviennent d'un effort productif plus grand et d'un service plus grand rendu aux autres. Qui définira que l'écart est « trop grand » ?
- Selon ce manifeste, les chrétiens doivent « accepter un niveau d'impôts volontariste pour une solidarité active ». C'est confondre la charité, au sens plein du terme, et la redistribution étatique. Il y a plus de valeur éthique dans la solidarité spontanée que dans la redistribution obligatoire et, de toutes façons, ici comme ailleurs, le principe de subsidiarité doit être appliqué (comme rappelé par Jean-Paul II au §48 de Centesimus annus).
- La référence à Jaurès et à Gorbatchev, qui auraient reçu les textes de Léon XIII ou de Jean-Paul II comme des références pour fonder une société plus juste, laisse perplexe. On a connu mieux en matière de parrainage, et on ne voit pas en quoi l'appui du dernier responsable de l'URSS validerait la doctrine sociale ; si c'est un argument d'autorité, nous préférons celle du magistère.
- Le texte rappelle que le marché « ne peut fonctionner que dans des sociétés basées sur les valeurs morales ». Il s'agit donc « d'appeler à une indispensable régulation de leur fonctionnement », notamment par les autorités publiques. On ne voit pas le lien entre la régulation et la nécessaire éthique, sauf à imaginer que l'Etat est le garant de « l'ordre moral ». La morale est une chose, la régulation une autre, et on ne voit pas comment l'une pourrait résoudre le problème de l'absence de l'autre. Il y a ici une confusion entre la loi (la régulation) et l'éthique, qui va infiniment plus loin.
- Enfin, pour nous en tenir à l'essentiel, il est fait référence à juste titre aux corps intermédiaires, en l'occurrence « notamment » les ONG et les syndicats. Jean-Paul II, lui, avait dans Centesimus annus une liste autrement plus large (§13) : « Le caractère social de l'homme ne s'épuise pas dans l'Etat, mais il se réalise dans divers groupes intermédiaires, de la famille aux groupes économiques, sociaux, politiques et culturels qui (...) ont leur autonomie propre. C'est ce que j'ai appelé la personnalité de la société qui, avec la personnalité de l'individu, a été éliminée par le socialisme réel ». Le manifeste, lui, réalise le

tour de force de présenter un texte sur l'enseignement social chrétien, surtout au moment de Noël, sans citer le mot « famille ».

Voilà quelques questions, posées sans aucune agressivité, mais dans le souci de faire, entre laïcs, avancer la compréhension de la doctrine sociale de l'Eglise

Jean-Yves Naudet

Président de l'Association des économistes catholiques (AEC)

VACLAV KLAUS

http://www.libres.org/francais/actualite/122208_a1_europe_klaus.htm

VACLAV KLAUS AGRESSÉ PAR DANY LE ROUGE

Vaclav KLAUS : président de la République Tchèque, opposant irréductible aux communistes, économiste et philosophe libéral, présidera l'Union Européenne à la suite de Nicolas SARKOZY du 1er janvier au 1er juillet 2009.

Daniel COHN BENDIT : meneur des barricades de 1968, député européen des Verts Allemands, bientôt tête de liste des Verts français pour les Européennes. Il vient de s'illustrer en attaquant son ami SARKOZY au cours de la séance de clôture du Parlement Européen. Mais surtout, quelques heures plus tôt, en se livrant à une agression verbale d'une violence extrême contre Vaclav KLAUS.

Il n'est certes pas le premier, ni le dernier. Voilà des mois que tous les bien-pensants de l'Union Européenne, Français en tête, expliquent qu'avec la présidence tchèque de l'Union, c'est l'apocalypse qui nous attend à partir du 1er janvier. Nicolas Sarkozy a cherché à nous éviter cette épreuve en prétendant se succéder à lui-même. Mais ses manœuvres ont échoué. La classe politique européenne doit donc se résigner : il faut bien passer le flambeau. C'est d'ailleurs pour « préparer » la présidence tchèque qu'une délégation comportant les chefs de groupe du Parlement européen s'est rendue, le président Pöttering en tête, en visite à Prague.

On ne sera pas surpris de voir que le site du Monde (Le Monde.fr), chef de file de tous les politiquement corrects de France et de Navarre, raconte à sa façon cet épisode fort instructif. Ce site explique que la délégation a eu droit à un « dîner convivial » avec le premier ministre Topolaneck, et certains de ses ministres. C'est ensuite que les choses se gâtent. Ecoutons le compte rendu « objectif » de ce journal : « Les eurodéputés sont vaillamment partis le lendemain pour affronter le plus dur : l'ultralibéral, colérique et europhobe Vaclav Klaus, au château de Prague ». Voilà en effet un portrait très objectif, tout en nuances, qui vise à rendre tout de suite le personnage sympathique.

Mais Klaus explique lui-même qu'il n'est en rien europhobe et que la presse le caricature. Simplement, l'UE telle qu'elle est ne lui convient pas, en particulier le traité de Lisbonne et

le comportement de l'Europe, « c'est la liquidation de la liberté et de la démocratie ». Quand vient le tour de parler de Daniel Cohn-Bendit, celui-ci, fidèle à ses habitudes, fait dans la provocation et dépose un drapeau européen sur le bureau du président : « Puisque vous aimez tellement l'Europe, permettez-moi de vous offrir ce cadeau ». V. Klaus ne réagit pas.

Cohn-Bendit en vient aux questions et interroge le président tchèque sur Declan Ganley, l'homme d'affaires irlandais qui a fait campagne pour le non au [référendum.et](http://referendum.et) que Klaus a rencontré à Dublin, saluant ce « dissident ». Question de Dany Le Rouge : « Quelles sont vos relations politiques avec Declan Ganley ? ». Une question d'une rare insolence, qui rappelle l'heureuse époque des commissaires politiques, car un président de la République peut bien rencontrer qui il veut sans que le parlement européen n'ouvre une enquête !

V. Klaus se tourne vers le président Pöttering : « Pouvez-vous interrompre M. Cohn-Bendit et donner la parole à un autre député ? ». Mais le président allemand ne réagit pas, tétanisé d'autant plus que pour l'instant Cohn-Bendit est un des représentants de l'Allemagne au parlement européen. Celui-ci sait manier la dialectique : « Monsieur le Président, vous avez pris position publiquement en Irlande en faveur de Declan Ganley, cette question est légitime ». Et voilà la suite du dialogue selon Le Monde : « Klaus : Personne ne m'a jamais parlé ici sur ce ton. Vous n'êtes pas sur les barricades de Paris. Je n'ai jamais entendu quelque chose d'aussi insolent dans cette salle ». Dany Cohn-Bendit : « Forcement, c'est la première fois que vous me rencontrez dans cette salle ». Vaclav Klaus : « Si je vous demandais comment les Verts se financent, on en apprendrait de belles ».

Dany Cohn-Bendit : « Je ne vous ai pas demandé comment vous vous financiez, mais quelles étaient vos relations politiques avec Declan Ganley. C'est curieux que vous l'associez à une question de financement ». Vaclav Klaus : « La manière dont Daniel Cohn-Bendit me parle, c'est exactement la manière dont parlaient les Soviétiques ». H.G. Pöttering : « Comparer L'Union européenne à l'Union soviétique est inadmissible ». Vaclav Klaus : « Je parlais d'une manière d'intervenir ». H.G.Pöttering : « Nous n'intervenons pas avec des chars ».

Il est vrai que l'on comprend la hargne des Verts comme des Rouges ou des Roses et même des Colbertistes français contre Klaus. Celui-ci a en effet déclaré qu'il comptait sur la présidence tchèque de l'UE « pour stopper l'irrationalité du débat sur la régulation du capitalisme qui tuera le marché et le capitalisme ». Affirmation qui n'a rien de politiquement correcte. Voilà pourquoi D. Cohn-Bendit a été envoyé en éclaireur pour commencer la guérilla, qui va durer six mois. Nous allons assister sans doute à un vrai déchaînement médiatique. Mais Klaus n'est pas de nature à se laisser impressionner, fût-ce par des contestataires professionnels. Quand à Pöttering, il était dans ses petits souliers. Son seul soulagement vient du fait que Cohn-Bendit va cesser de représenter l'Allemagne pour devenir député européen français. Il est vrai qu'il le retrouvera à Bruxelles.

Le 24 décembre 2008

NDRL : Ce Monsieur Cohn Bendit est non seulement un insolent mais, en sa qualité d'ancien de 1968, richissime de par ses fonctions électives cumulées.

L'ENSEIGNEMENT

Bonjour

Je me permets de m'adresser à vous car je vous sais sensible aux soucis qui préoccupent les "humbles" citoyens et aux gaspillages des deniers publics ...

Voici notre problème.

Je suis professeur d'anglais et j'enseigne à Freyming-Merlebach dans le bassin houiller, cher à Patricia Kaas.

La ville est dotée de 2 collèges qui doivent "fusionner" ce que nous comprenons et acceptons :

*** l'un (Albert Camus) n'est pas aux normes (type Pailleron) et DOIT être rasé.**

*** le nôtre (Alain-Fournier), dans un état remarquable, pourrait accueillir tous les collégiens de la ville.**

Son grand problème est d'être classé ZEP et d'accueillir un public "difficile".

Le Conseil général de la Moselle a décidé de démolir les 2 pour en reconstruire un nouveau sur l'ancien site de Camus ... avec une facture de 12 millions d'euros pour les contribuables mosellans...

C'est inadmissible pour nous et je puis vous assurer qu'il n'y a pas, de notre part, une quelconque "manipulation politique", simplement une incompréhension devant une telle "décision politique".

Tout est dit sur le blog que nous avons créé (une pétition est même disponible où vous pourrez nous apporter, si vous le désirez, votre soutien)

<http://oui-au-college-alain-fournier.over-blog.fr/>

Peut-être ne lirez-vous pas ce mail ou n'y répondrez-vous pas. Sachez que je ne saurais vous en tenir rigueur ... vous avez bien d'autres chats à fouetter et des causes qui vous paraîtront plus "nobles".

Je vous remercie, en tout cas, d'avoir pris le temps de me lire et vous souhaite d'agréables fêtes de fin d'année.

Que 2009 voie la réalisation de vos vœux les plus chers et vous maintienne en bonne santé, vous et vos proches.

Daniel Ries
